Les retraités chiliens s'en sortent en travaillant

Autor(en): **Martin, Claire**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Générations**

Band (Jahr): **- (2017)**

Heft 89

PDF erstellt am: **28.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-830312

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Les retraités chiliens s'en sortent en travaillant

Plus de 80 % des retraités chiliens n'arrivent pas à nouer les deux bouts avec des rentes misérables. Un héritage, entre autres, de l'ère Pinochet.

Comme chaque matin, à 8 h 30 tapantes, Juan Candia arrive avec son balai, au croisement des rues Diaz et Fabres dans la commune chic de Providencia, à Santiago. Vêtu de son uniforme jaune qui le couvre des pieds à la tête, pour éviter les brûlures du soleil, il commence lentement sa danse, voûté sur son manche, se balançant de droite à gauche sur le trottoir. Si Juan n'a pratiquement jamais manqué un seul jour en neuf ans, c'est parce que, à 74 ans, il ne peut se permettre d'être licencié. «Je suis retraité, lance-t-il dans un sourire quelque peu édenté. Mais, avec une pension de 170 francs suisses (moins de la moitié du salaire minimum chilien), je suis obligé de travailler. Avec cet emploi, je gagne près de 400 francs suisses brut. J'arrive à m'en sortir.»

A balayer comme ça, il se donne encore six ans. «Travailler me permet de passer du bon temps avec les collègues», ajoute-t-il tout sourire. Doralisa Villaroel préfère également rester positive. Elle fait le ménage dans un gymnase dépendant aussi de la Municipalité. «Je me divertis à regarder les enfants jouer.» Mais elle préférerait rester chez elle. «A 73 ans, je reçois une pension de 110 francs suisses. Le transport en commun absorbe plus de 50 % de ce budget. Comment je fais pour payer mon loyer, mes factures, ma nourriture?»

PLUS DE 80 % DES RETRAITÉS CONCERNÉS

Ils sont 800 000, au Chili, à continuer de travailler après l'âge de la retraite (60 ans pour les femmes et 65 ans pour les hommes), ce qui représente 82 % des retraités. La grande majorité n'a pas pu cotiser suffisamment durant sa vie active, étant donné la faiblesse des salaires et la part importante du travail informel. «Mais le problème est accentué par le système de capitalisation individuelle que nous avons hérité de la dictature Pinochet», remarque l'économiste Benjamín Sáez de l'association Sol. Un système unique de par le monde qui oblige le salarié à cotiser à hauteur de 10 % de son salaire chaque mois, dans une des sept Administratrices de fonds de pensions (AFP). Des entreprises privées qui réalisent des profits à hauteur de 22 % chaque année, alors que les gains des fonds de pension des travailleurs ne dépassent pas 5 %. Selon la Commission présidentielle Bravo, les retraites déjà maigres, seront de plus en plus faibles. «C'est un système qui marche sur la tête, résume Luis Mesina, du mouvement social appelé «No + AFP». Au lieu de bénéficier au travailleur, ce système bénéficie au marché.» Le mouvement a rassemblé plus d'un million de personnes dans les rues à chacune de ses manifestations depuis juillet dernier. Une ampleur jamais vue, dès le retour de la démocratie en 1990. Si Juan Candia n'y est pas allé par peur des violences qui peuvent se produire, il confesse tout bas: «D'ici à mes 80 ans, j'espère que les choses auront changé...»

CLAIRE MARTIN / SANTIAGO DU CHILI

Juan Candia *(à droite)* et un de ses collègues retraités travaillent dans cette commune chic, juste pour survivre. Et 800 000 Chiliens sont dans le même cas.